

Combien de fois devriez-vous faire passer une publicité pour en tirer profit?

La réponse peut vous surprendre. A quoi pensent les gens en lisant votre pub dans un journal ou dans un magazine? Thomas Smith, un homme d'affaires londonien du 19^{ème} siècle a offert aux agences de publicités de l'époque les déductions suivantes, encore applicables de nos jours (sinon encore *davantage* de nos jours, vu la quantité de sollicitations publicitaires dont nous sommes assaillis à toutes les heures, visuellement aussi bien que sur les ondes des radios).

- 1 La première fois que les gens regardent une annonce publicitaire, ils ne la voient pas.
- 2 La deuxième fois, ils n'y font pas attention.
- 3 La troisième fois, ils réalisent qu'elle est là.
- 4 La quatrième fois, ils ont vaguement l'impression qu'ils l'ont déjà vue quelque part.
- 5 La cinquième fois, ils la lisent.
- 7 La septième fois, ils la mettent en doute.
- 8 La huitième fois, ils commencent à se dire: "Encore cette fichue publicité."
- 9 La neuvième fois, ils se demandent s'ils sont en train de rater un "bon deal".
- 10 La dixième fois, ils demandent à leurs amis s'ils l'ont essayé.
- 11 La onzième fois, ils se demandent comment la compagnie est en train de payer pour toutes ces publicités
- 12 La douzième fois, ils commencent à se dire que c'est peut-être un bon produit.
- 13 La treizième fois, ils commencent à se dire que ce produit a sûrement de la valeur.
- 14 La quatorzième fois, ils se rappellent qu'ils avaient voulu d'un produit exactement pareil depuis longtemps.
- 15 La quinzième fois, ils soupirent après le produit parce qu'ils ne peuvent pas se permettre de l'acheter.
- 16 La seizième fois, ils acceptent l'idée qu'ils l'achèteront un jour.
- 17 La dix-septième fois, ils en prennent note pour l'acheter.
- 18 La dix-huitième fois, ils maudissent leur

bourse qui ne leur permet pas encore d'acheter ce superbe produit.

- 19 La dix-neuvième fois, ils comptent l'argent avec minutie et se promettent d'acheter le produit dès qu'ils en auront le temps.
- 20 La vingtième fois, ils voient la pub et achètent ce qu'elle offre.

En d'autres termes, si votre campagne publicitaire ne montre aucune retombée après six semaines, ne perdez pas espoir!

Soin du corps,
soin du visage

Venez à MOI pour tous vos besoins.

MOI
BODY CARE & ACCESSORIES

Chocoune Plaza, Angle rues Lamarre et Chavannes Pétiou-Ville, Haiti.
Tél: 256-2900 / 513-0989 • E-mail: moibodycare@yahoo.com.

Problématique des ressources énergétiques en Haïti

Rencontre avec René Jean Jumeau Consultant au Ministère des travaux publics, transport et communication Sur la question de l'énergie en Haïti

Entrevue du mois

La crise aiguë que connaît le pays sur le plan énergétique exerce un impact négatif sur de nombreux secteurs, dont l'environnement. En effet, ce dernier se retrouve à cette fin surexploité par une grande partie de la population.

Si la problématique des ressources énergétiques en Haïti implique de considérer l'aspect de production et donc, des possibilités offertes par les énergies renouvelables qui contribueraient à réduire les impacts écologiques, la gestion de cette énergie qui se révèle inefficace particulièrement au niveau domestique, où selon des données fournies par le Bureau des Mines et de l'Energie, seulement 60% de l'énergie consommée est effectivement utilisée, doit aussi être prise en ligne de compte.

Résoudre la crise énergétique demande il est vrai de pouvoir diversifier les sources d'énergie, mais aussi et surtout d'arriver à une utilisation plus efficace de la production actuelle. C'est la position de René Jean Jumeau, expert en question énergétique au Ministère des Travaux Publics, Transports et Communication, que l'équipe de Logo+ Magazine a rencontré pour vous autour de ce thème.

Logo+ : Monsieur Jean Jumeau, comment se présente aujourd'hui la problématique de l'énergie en Haïti et comment faut-il comprendre le rapport entre la question énergétique et celle environnementale ?

René Jean Jumeau : Notre pays connaît actuellement une situation de crise énergétique très importante qui dans le même temps est très liée à question écologique, car l'une des principales causes de la dégradation environnementale du pays s'explique par la quête d'énergie. L'exploitation du bois de chauffe ou du charbon de bois par exemple, que l'on appelle les combustibles ligneux, et qui sont utilisés dans le pays à près de 95 %, conduit à l'abattage de plusieurs millions d'arbres chaque année, avec les graves conséquences que l'on sait sur notre couverture forestière. C'est une situation très préoccupante pour le MTPTC, et répondre à la question de l'énergie de manière appropriée est quelque chose dont l'impact pourrait être extrêmement positif sur l'environnement en Haïti.

Logo+ : Quand on parle de consommation énergétique, il y a plusieurs secteurs à prendre en ligne de compte tels que les secteurs domestique, industriel, transport, etc. En considérant l'ensemble de ces secteurs, peut-on dire que nous gaspillons de l'énergie? Se pose-t-il un problème d'efficacité dans la gestion énergétique en Haïti ?





équipements dont l'exploitation ne lui permet malheureusement pas de rentabiliser les dépenses consenties.

La viabilité du cycle est compromise et ce pour plusieurs raisons : les pertes en tout genre allant des vols aux insuffisances institutionnelles de la compagnie, de la vente du produit à un prix insuffisamment rentable, ce qui entrave la possibilité d'acheter les ressources premières pour produire. Ainsi, l'établissement d'un cycle de production viable sur la question de l'électricité demeure un élément fondamental à prendre en compte si l'on veut sortir de l'impasse énergétique.

Logo+ : Quelles seraient les stratégies à privilégier pour arriver à freiner la crise énergétique en Haïti ?

René Jean Jumeau : Le principal problème qui se pose à nous aujourd'hui n'est pas tant comment augmenter la production énergétique. Certes ceci constitue un aspect de la problématique, mais en considérant aujourd'hui les besoins énergétiques de la population ainsi que les moyens utilisés pour y répondre, la première chose qu'il convient de regarder ce n'est pas comment produire plus d'énergie mais plutôt comment arriver à mieux utiliser notre production actuelle, et ceci à tous les niveaux de l'utilisation qu'elle soit domestique, industrielle ou au niveau des transports. Pour l'usage domestique par exemple, la promotion de gaz propane et de réchauds améliorées pourrait constituer une excellente alternative. Sur le plan industriel, l'on peut faire en sorte de promouvoir une utilisation plus efficace des équipements en remplaçant par exemple les lampes à incandescence par les lampes fluorescentes, qui ont l'avantage de consommer beaucoup moins d'énergie tout en produisant le même niveau d'éclairage. Une ampoule à 60 watts par exemple peut être facilement remplacée par une autre à 12 watts, ce qui déjà pourrait réduire par cinq la consommation énergétique de la population. En ce qui a trait au secteur des transports, et si l'on considère son poids important dans la consommation des produits pétroliers, l'amélioration de la qualité de notre parc automobile qui est en piteux état, pourrait également aider à réduire la consommation des véhicules en carburant et amener à une utilisation plus rationnelle.

Logo+ : Ainsi donc, l'axe principal d'une politique en matière énergétique devrait d'abord consister à amener la population à une meilleure gestion de la quantité d'énergie consommée...

René Jean Jumeau : Ceci pourrait faire partie des actions parallèles, car l'importance de la crise énergétique actuelle exige de pouvoir considérer plusieurs aspects à la fois tels que l'augmentation de la production, l'utilisation plus rationnelle de l'énergie, la transmission de l'énergie de manière plus efficace, et surtout une meilleure gestion commerciale de l'ensemble, afin de pouvoir définir un cycle durable de sorte que l'énergie soit toujours disponible pour les consommateurs. Il se trouve qu'aujourd'hui, l'électricité d'Haïti par exemple se trouve dans une situation de cycle de production non viable, résultant d'un ensemble de mauvais choix et de politiques antérieures. Cette compagnie achète un produit, à savoir le carburant ainsi que les

René Jean Jumeau : D'abord, il faut absolument insister sur le fait qu'une augmentation de la capacité de production énergétique ne saurait constituer une solution en elle-même. Si en augmentant la production, cette augmentation est mal rentabilisée ou perdue, ceci ne fera qu'augmenter les pertes pour la compagnie et donc pour l'état. D'où la nécessité de traiter le volet de la fraude et du vol, mais aussi et surtout d'instituer un traitement commercial convenable, élément indispensable pour résoudre le problème énergétique. L'accent doit être mis sur l'amélioration commerciale, c'est-à-dire faire en sorte d'avoir un recouvrement plus régulier qui puisse d'une part permettre à la compagnie d'entrer dans un cycle de production viable, d'autre part d'améliorer le service à la clientèle qui fait cruellement défaut et auquel le consommateur a droit. Favoriser la participation du secteur privé au niveau de la commercialisation énergétique est un aspect qui doit aussi être pris en ligne de compte car dans le long terme, une force publique ne saurait à elle seule être capable de régénérer l'économie d'un pays.

Logo+ : Cela voudrait-il dire qu'à ce moment, l'Etat s'effacera progressivement au profit du secteur privé en exerçant beaucoup plus une fonction d'organe régulateur qu'autre chose ?

René Jean Jumeau : C'est exactement cela, même si certaines écoles de pensée voient dans la production de certains services le devoir de l'état. Mais aujourd'hui selon nous, l'implication du secteur privé est aussi importante pour permettre de répondre efficacement aux besoins énergétiques de la population, un secteur privé qui se concentre jusqu'à présent au niveau de la production, et non de la commercialisation.

Logo+ : Comment peut-on arriver à diversifier les sources d'énergie produites en Haïti ?

René Jean Jumeau : Les options sont nombreuses, et donnent l'avantage de pouvoir réduire notre dépendance par rapport au carburant importé. Dans le plan national pour le développement du secteur de l'énergie élaboré par le MTPIC, l'accent est mis entre autres sur les énergies renouvelables, c'est à dire des énergies qui se renouvellent automatiquement dans la nature. Il s'agit de l'énergie hydroélectrique, de l'énergie solaire, de la biomasse, des biocarburants tels que le biodiesel et l'éthanol. Le

problème avec les biocarburants, c'est qu'ils utilisent dans leurs composantes principalement des substances en rapport avec la production agricole. Ceci pourrait avoir pour effet la création d'un marché parallèle, où les producteurs voudraient éventuellement produire pour l'usage des biocarburants plutôt que pour les produits de consommation, avec un impact à la hausse sur les prix des produits alimentaires. Une alternative à ce problème pourrait être par exemple le jatropha qui est une plante poussant dans les milieux arides, ce qui permettrait ainsi de produire du biodiesel sans entrer en compétition avec l'agriculture.

Logo+ : Et en ce qui concerne leur applicabilité ?

René Jean Jumeau : La seule limitation avec les énergies alternatives concerne le coût de leur exploitation, car la technologie étant nouvelle, elle revient donc très chère. Leur mode d'exploitation d'autre part demeure particulier. Si l'on prend l'exemple de l'énergie solaire, elle peut être facilement utilisée en petites quantités au niveau d'une dizaine ou d'une vingtaine de maisons, mais sa mise en réseau au niveau d'une ville par exemple est coûteuse et relativement fragile. Un autre exemple pourrait être celui de l'énergie éolienne qui implique obligatoirement le recours à une autre source d'énergie pour la faire fonctionner, qui peut-être le mazout, le diesel, l'hydroélectricité, le charbon, etc. C'est ce genre de contraintes qui

n'est pas toujours compris par le public, et qui explique aussi les difficultés de cette crise énergétique.

Si l'on augmente les importations d'hydrocarbures, l'augmentation des dépenses de l'état suivra, ainsi que celle de notre dépendance par rapport à l'extérieur. Sans vouloir dédouaner l'état haïtien ni le déresponsabiliser, l'on ne peut pas répondre efficacement à la crise énergétique en lui remettant toute la responsabilité. Tout en utilisant les compétences de l'état, nous autres citoyens pouvons nous aider à sortir de cette crise, si nous aidons à une meilleure rentabilité commerciale, en commençant par exemple, par payer l'électricité.

Il est primordial que nous apprenions à mieux gérer ce dont nous disposons mais que nous gaspillons. L'augmentation de la production énergétique demeure importante, mais les concepts d'économie d'énergie, d'efficacité énergétique, de consommation responsable, sont tout aussi importants. L'implication et la responsabilisation citoyennes s'avèrent ici nécessaires, car elles rentrent dans l'optique d'une meilleure gestion de l'énergie, qui est un préalable à toute augmentation de la production.

Logo+

Cette interview a été réalisée par Noëla Bonhomme.